

Unité départementale de l'Aisne
Unité Départementale de l'Aisne
25 rue Albert Thomas
02500 Saint-quentin

Soissons, le 07/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ADLER PELZER FRANCE NORD (ex Faurecia)

RUE ANDRE MISSENARD
PARC D'ACTIVITES DES AUTOROUTES
02100 Saint-Quentin

Références : ADL24RAPVINSP_428
Code AIOT : 0005106395

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2024 dans l'établissement ADLER PELZER FRANCE NORD (ex Faurecia) implanté RUE ANDRE MISSENARD PARC D'ACTIVITES DES AUTOROUTES 02100 SAINT-QUENTIN. L'inspection a été annoncée le 01/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ADLER PELZER FRANCE NORD (ex Faurecia)
- RUE ANDRE MISSENARD PARC D'ACTIVITES DES AUTOROUTES 02100 SAINT-QUENTIN
- Code AIOT : 0005106395
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Adler Pelzer est une usine de fabrication de panneaux de revêtements à base de textile pour l'industrie automobile.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 19/07/2013, article 4.3.5	Demande d'action corrective	2 mois
5	VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES	Arrêté Préfectoral du 19/07/2013, article 4.3.9	Demande d'action corrective	2 mois
6	Auto surveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 19/07/2013, article 9.2.3	Demande d'action corrective	2 mois
7	DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS ET DE TRANSFERTS DE POLLUANTS ET DES DEC	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	Sans objet
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 19/07/2013, article 4.2.2	Sans objet
3	Identification des effluents	Arrêté Préfectoral du 19/07/2013, article 4.3.1	Sans objet
8	Inventaire des substances ou préparations	Arrêté Préfectoral du 19/07/2013, article 7.2.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	dangereuses		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'Inspection a pu identifier quelques écarts, notamment l'absence de la convention de rejet, le paramètre NTK oublié dans l'autosurveillance des eaux pluviales, les analyses des eaux pluviales 3 bis et 2 absentes et l'absence de déclaration des déchets dans GEREP. L'Inspection a demandé des actions correctives pour l'ensemble de ces écarts.

La déclaration des analyses PFAS a bien été réalisée en septembre 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rubrique ICPE concernée
Prescription contrôlée : I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713. Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.
Constats : La société Adler Pelzer est soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, et ainsi à la déclaration des résultats d'analyse des concentrations en substances per- et polyfluoroalkylées sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement. Au jour de l'inspection, la société Adler Pelzer n'avait pas encore transmis les déclarations de ses résultats d'analyse en dépit de la relance de l'Inspection des installations classées par courrier daté du 28 février 2024. Pour rappel, ces résultats d'analyses étaient exigibles depuis le 31 décembre 2023. La société Adler Pelzer a réalisé les analyses en mai, juin et juillet 2024. Celles-ci ont bien été déclarées et transmises sur GIDAF suite à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2013, article 4.2.2
--

Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ; - les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : L'exploitant a présenté le "Plan réseau d'eau St-Quentin APG" à l'inspection. Ce plan reprend les prescriptions demandées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Identification des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2013, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : <ul style="list-style-type: none"> - les eaux pluviales de toiture (non susceptible d'être polluées) ; - les eaux pluviales de voiries et de parking ; - les eaux industrielles et domestiques du site ; - les effluents pollués lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction).
Constats : Les différents types d'effluents sont bien identifiés sur le plan des réseaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2013, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques
Prescription contrôlée :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 1	N° 2	N° 3	N°3 bis	N°4
Nature des effluents	E a u x industrielles (installations de découpe WATERJET)	E a u x industrielles (installations de nettoyage des moules)	Eaux pluviales d e ruissellement de voiries et de parkings	Eaux pluviales d e ruissellement de toiture	Eaux sanitaires et vidanges des cuves sprinkler en cas de besoin
Exutoire du rejet	R é s e a u communal eaux usées	R é s e a u communal eaux pluviales	R é s e a u communal eaux pluviales	R é s e a u communal eaux pluviales	R é s e a u communal eaux usées
Traitement avant rejet	Unité de séparateur physique par filtration en continu sur média filtrant déroulant	Prétraitement sur une unité physique de type dégrillage et séparateur d'hydrocarbures	Séparateur d'hydrocarbures	Séparateur d'hydrocarbures	

Constats :

Les eaux industrielles sont rejetées dans le réseau communal eaux usées. Le filtre eaux waterjet est bien présent. Il est vérifié à chaque poste par les opérateurs et le gappideur.

Une maintenance préventive est effectuée par la maintenance.

L'exploitant n'a pas pu présenter la convention de rejet pour les eaux qui partent dans le réseau communal.

Les séparateurs d'hydrocarbures ont été curés en mars 2023, les Bordereaux de suivis de déchets ont été présentés : "BSD-20230228-ME0VF1SPV (6002-2302-095979)" et "BSD-20230228-DRXJ746P8 (6002-2302-095980)".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra prendre contact avec le gestionnaire du réseau communal des eaux usées afin de récupérer la convention de rejet ou l'établir si celle-ci n'est plus valide.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2013, article 4.3.9	
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. article 4.3.9.1 Rejet externe Référence du rejet externe à l'établissement : N° 2, 3 et 3 bis	
Paramètres	Concentration maximale sur une période de 2 heures (mg/l)
DCO	150
DBO5	50
MES	50
NTK	15
Hydrocarbures	5
Constats : Le rapport d'analyse de l'APAVE N°134254638-001-1 du 09/07/2024 a été présenté pour les eaux pluviales N°3. Celui-ci ne présente pas de non-conformité. Le paramètre NTK n'a pas été réalisé.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le paramètre NTK doit être analysé dans l'autosurveillance des eaux pluviales	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Demande d'action corrective	
Proposition de délais : 2 mois	

N° 6 : Auto surveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2013, article 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance
Prescription contrôlée :

Article 9.2.3.1 : Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets
Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre sur les rejets 2, 3 et 3 bis tels que définis à l'article 4.3.5.1

Paramètres	Fréquence
DCO	Annuelle
DBO5	Annuelle
MES	Annuelle
NTK	Annuelle
Hydrocarbures	Annuelle

Constats :

L'autosurveillance du point n°3 a bien été faite le 30 mai 2024.
Les analyses des eaux pluviales des points n°2 et n°3 bis ne sont pas réalisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra réaliser l'autosurveillance des eaux pluviales des points 2 et 3 bis et la transmettre à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS ET DE TRANSFERTS DE POLLUANTS ET DES DÉC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, GERE

Prescription contrôlée :

[...]

II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :
-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.

[...]

Cette déclaration comprend :

- la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;
- la quantité par nature du déchet ;
- le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;
- le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.

Constats :

Les registres déchets 2023 et 2024 ont été présentés à l'Inspection. La société Adler Pelzer a évacué 36,78 t de déchets dangereux en 2023 et 15,47t en 2024. Elle est donc soumise à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de Polluants et des déchets (GEREP).

La société Adler Pelzer ne déclare pas ses déchets dans GEREP.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société Adler Pelzer devra déclarer ses déchets dans GEREP pour la prochaine campagne de déclaration.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Inventaire des substances ou préparations dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2013, article 7.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Caractérisation des risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.4411-73 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

Constats :

L'inventaire des produits chimiques est réalisé via l'outil Seirich. Une extraction a été présentée à l'Inspection.

On identifie la liste des produits avec les mentions de dangers et les quantités annuelles.

L'état des stocks se fait via Seirich en quantité annuelle ou via SAP à l'instant-t.
L'inventaire est en cours de révision.

Les FDS sont disponibles sur le réseau et en version papier au poste de secours.
L'inspection a sélectionné 3 FDS :

- "SUPRASEC 6057", isocyanata, version du 15.11.2021
- -" ACOUSTIFLEX S 28781", Polyol, version du 18.01.2021
- -"SIKAMELT 285" version du 31.10.2023

Type de suites proposées : Sans suite